










## Mesures de renforcement pour la cible 6.1

N°	OE	Mesure	Responsabilité	Horizon temporel	Moyens (poste auxiliaire, finances <sup>36</sup> )	Principales cibles impactées
<b>Politiques publiques</b>						
6.1 M1	B	Les besoins en infrastructure de l'eau (réserves et adduction d'eau potable, réseaux d'évacuation et station d'épuration des eaux (STEP)) liés aux futurs développements du territoire sont anticipés et planifiés, afin d'assurer un développement territorial compatible avec la préservation des ressources en eau.	SEn, SdE	2021–2026	20 000 francs (2021), 30 000 francs (2022), 50 000 francs/an (2023–2024), 60 000 francs (2025), 90 000 francs (2026)	 2.1  11.4
6.1 M2	C	La protection des eaux souterraines potentiellement exploitables pour l'alimentation en eau potable et la protection des eaux de surface abritant une faune digne de préservation sont renforcées.	SEn	2021–2026	20 000 francs (2021), 30 000 francs/an (2022–2025), 40 000 francs (2026)	 3.3  15.1
6.1 M3	C	Afin de garantir une bonne qualité des eaux de surface favorables au développement de la vie aquatique, les sources de pollutions chroniques sont identifiées et des mesures d'assainissement sont proposées, ceci afin d'anticiper les cas de pollutions à risques.	SEn	2021–2026	25 000 francs (2021), 30 000 francs/an (2022–2025), 35 000 francs (2026)	 2.1  15.1
6.1 M4	C	Des recommandations sur la manière de récupérer les eaux sont formulées dans la page Internet du SEn consacrées à l'évacuation des eaux.	SEn	2024-2026		 15.1
<b>Soutien à des projets de tiers</b>						
6.1 M5	A	Les communes, réunies en bassins-versants, sont soutenues dans le déploiement de la gestion globale des eaux de manière à protéger et utiliser des eaux dans les intérêts des consommatrices et des consommateurs individuels, des milieux naturels, de l'agriculture ou d'autres secteurs de l'économie. Ce soutien se fait notamment à travers la mise à disposition de cahiers des charges type pour l'élaboration des plans directeurs de bassin versant et la formation de spécialistes dans le domaine de l'eau.	SEn	2021–2026	30 000 francs (2021), 40 000 francs/an (2022–2023), 60 000 francs (2024), 90 000 francs (2025), 100 000 francs (2026)	 2.1  15.1